

En Afrique subsaharienne, les mesures de lutte contre le Covid-19 aggravent le problème du sida. Reportage dans le Nord-Togo, où l'association ViE vient en aide aux malades depuis deux décennies

Quand un virus en cache un autre

CLÉMENT GIRARDOT,
DE RETOUR DE DAPONG

Togo ▶ «Depuis mars, la population est passée du déni à l'angoisse, puis aujourd'hui à la banalisation et au relâchement vis-à-vis des mesures de prévention du Covid-19», estime Marie Stella Kouak, infirmière, sœur catholique et directrice de l'association Vivre dans l'Espérance (ViE), basée à Dapaong, la principale ville du Nord-Togo.

Le gouvernement togolais a levé début juin l'état d'urgence sanitaire décrété trois mois plus tôt. Mais depuis fin juillet, le nombre de contaminations et de décès (41) est à nouveau en augmentation, tout en restant à un faible niveau pour un pays de 8 millions d'habitants.

Longue expérience

ViE est active depuis deux décennies dans la lutte contre la pandémie du VIH/sida au Nord-Togo. D'abord petite structure bénévole rattachée à l'absence totale d'accompagnement des malades, l'association est devenue au fil des années un acteur médico-social incontournable de ce territoire rural défavorisé situé à dix heures de route de la capitale, Lomé. La faiblesse des infrastructures sanitaires publiques locales a amené ViE à jouer un rôle important dans la réponse à la nouvelle pandémie du Covid-19.

«L'expérience de la prise en charge des personnes vivant avec le VIH m'a donné l'énergie et la force pour combattre aussi le coronavirus, témoigne Marie Stella Kouak. Dans les deux cas, ces pandémies provoquent aussi une forte stigmatisation sociale contre laquelle il faut agir.»

Ces derniers mois, l'ONG a participé à la diffusion des messages de prévention dans les villages isolés tout en renforçant son accompagnement des personnes vivant avec le VIH/sida. Rentré, ViE effectuera les prélèvements pour les tests Covid dans son centre de soins généraliste. Ils seront ensuite en-



Les visites à domicile de l'association ViE, ici menées par Sœur Marie Stella Kouak et l'agent communautaire Francis Doué, se sont multipliées pour répondre à la crainte de Covid-19. JULIEN PIERRE/ONYX

voyés pour analyse dans d'autres villes.

Malades affaiblis

Malgré ces actions, l'impact négatif du Covid-19 et surtout des mesures de confinement est indéniable. «Dès le début, nous avons surtout dû gérer les conséquences de la pandémie et celles-ci continuent de se renforcer», observe Sœur Marie Stella. En raison du confinement puis de la crise économique, des malades qui avaient à manger se sont retrouvés sans nourriture, nous observons une recrudescence des problèmes alimentaires et de la pauvreté.»

ViE suit près de 1500 adultes et enfants vivant avec le VIH/

«Dans les deux cas, ces pandémies provoquent aussi une forte stigmatisation sociale contre laquelle il faut agir» Marie Stella Kouak

sida dans tout le Nord-Togo: «Beaucoup de patients ont vu leur état de santé se dégrader, poursuit-elle. Faute de moyens de transport ou d'argent, ils ne se sont pas rendus au centre de santé, ils viennent nous voir maintenant avec des symptômes aggravés.»

Remède pire que le mal?

L'accroissement des visites à domicile en 4x5 n'a pas pu compenser la désaffection du centre de santé situé dans le centre-ville de Dapaong. Les consultations ont baissé d'un tiers entre le premier et le second trimestre 2020. La mortalité liée au VIH/sida est en hausse avec 22 décès rapportés par l'association de-

puis janvier, contre une dizaine en moyenne les années précédentes.

Les différentes agences onusiennes s'alarment aussi des répercussions économiques de la pandémie sur une région subsaharienne pourtant relativement épargnée par la première vague de contaminations. Selon le Programme alimentaire mondial, le nombre de personnes souffrant de la faim pourrait doubler en 2020. D'après le Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) dont le siège est à Proby-Chambéry, une interruption partielle de l'accès aux antirétroviraux pourrait engendrer des centaines de mil-

liers de morts supplémentaires. Au Togo, la fermeture des frontières aériennes (levée au 1^{er} août) et terrestres (toujours en vigueur) a déstabilisé l'approvisionnement en médicaments de certaines structures. «Au début de la crise, on pouvait donner des traitements pour trois mois et maintenant seulement deux», note Marie Stella Kouak, pour qui une rupture totale aurait des conséquences catastrophiques.

Difficultés financières

Depuis avril, l'emploi du temps de l'infirmière et de son équipe est toujours très chargé. Alors que la pandémie perdure, les agents communautaires continuent leurs visites régulières dans les villages où ils apportent aussi de la nourriture et des kits sanitaires aux familles suivies par l'association.

La coronavirus fragilise aussi la santé financière de la structure qui doit faire face à une baisse de ses recettes due à la plus faible fréquentation du centre de santé et à l'interruption d'autres activités génératrices de revenu, ainsi qu'à une augmentation de ses dépenses liées au renforcement des mesures sanitaires, des visites à domicile et de l'aide alimentaire. «Nous avons estimé les besoins supplémentaires à 55 millions de francs CFA (90 000 euros) pour 2020 sur un budget prévisionnel de 360 millions (environ 600 000 euros), indique Marcel Mendouma, le directeur adjoint de ViE.

Sœur Marie Stella a lancé depuis avril plusieurs appels aux dons pour faire face à cette situation critique et mener à bien les chantiers en cours: la construction d'une nouvelle maternité et l'ouverture d'une école primaire. Quelques 8400 francs ont déjà été récoltés, notamment grâce au réseau associatif implanté en France, en Allemagne et en Espagne qui soutient depuis de longues années les actions menées à Dapaong. ▶